



DISTRIBUTION : Générale
J/09-01/SR-Rev.1
ORIGINAL : Anglais

**Commission de coopération environnementale
de l'Amérique du Nord**

**Session ordinaire du Comité consultatif public mixte n° 09-01
et
atelier concernant la cohérence des politiques sur les changements climatiques en
Amérique du Nord**

**tenus les 22 et 23 juin 2009
à l'hôtel Grand Hyatt Denver
Denver (Colorado), États-Unis**

Compte rendu de discussion¹

Le Comité consultatif public mixte (CCPM) de la Commission de coopération environnementale (CCE) a tenu un atelier concernant la cohérence des politiques sur les changements climatiques en Amérique du Nord dans le cadre de la XVI^e session ordinaire du Conseil de la CCE, les 22 et 23 juin 2009 à Denver (Colorado), aux États-Unis.

Le présent compte rendu de discussion fait état de chacun des points à l'ordre du jour, de l'ensemble des décisions prises par les membres du CCPM, des mesures de suivi à prendre et des responsables de ces mesures (voir l'ordre du jour à l'annexe A et la liste des participants à l'annexe B).

On peut également se procurer le texte des comptes rendus de discussion, des avis du CCPM au Conseil et d'autres documents relatifs au Comité auprès du bureau de sa chargée de liaison, ou les consulter dans le site Web de la CCE, à l'adresse <<http://www.cec.org>>.

Mot de bienvenue et observations préliminaires de la présidente du CCPM

La présidente du CCPM, M^{me} Nelly Correa, souhaite la bienvenue aux participants et explique en quoi consistent le rôle et la structure du CCPM.

Elle mentionne en outre que les gouvernements canadien et mexicain ont récemment nommé les personnes suivantes au sein du Comité : M^{me} Nancy Southern et MM. Laurent N. Benarrous, David Emerson, Tim J. Hearn et Glen Wright pour le Canada, et

¹ Avertissement : Le présent compte rendu de discussion a été établi avec soin et les membres du CCPM l'ont adopté, mais il est possible qu'il ne rapporte pas fidèlement les propos des personnes citées, car celles-ci ne l'ont ni examiné ni approuvé. Prière de noter également qu'en raison de difficultés rencontrées avec le matériel audio permettant l'interprétation des interventions, certaines parties de celles-ci peuvent ne pas figurer dans le présent compte rendu.

M. Rodolfo Lacy pour le Mexique. Elle indique également que les personnes suivantes ne pourront être présentes : M. Carlos Sandoval Olvera, du Mexique, qui arrivera plus tard dans la journée, et M^{me} Patricia Cleary, des États-Unis.

Exposé sommaire, par le directeur exécutif de la CCE

Le directeur exécutif de la CCE, M. Adrián Vázquez, commence par souhaiter la bienvenue à tous les participants et remercie le CCPM de lui donner la possibilité d'exprimer certaines pensées.

Il déclare ensuite que le Conseil estime important que le nouveau plan stratégique de la CCE tienne compte des préoccupations du public nord-américain, et ajoute que le CCPM joue un rôle crucial à cette fin. Il rappelle aussi que le sommet des dirigeants nord-américains représente une occasion marquante, car le premier ministre Harper et les présidents Calderón et Obama ont l'intention d'y lancer un message significatif traduisant leur volonté de promouvoir la prise de mesures environnementales à l'échelle continentale.

M. Vázquez réitère que le CCPM joue un rôle important en guidant le Conseil au cours de cette période de changement, et mentionne que le Secrétariat est impatient de recevoir ses recommandations.

Atelier du CCPM concernant la cohérence des politiques sur les changements climatiques en Amérique du Nord

Discours-programme, par M. Durwood Zaelke, directeur de l'Institute for Governance and Sustainable Development

M. Zaelke commence son discours en mentionnant qu'il a de bonnes et de mauvaises nouvelles, et que les mauvaises concernent les changements climatiques et le fait que de récentes constatations scientifiques montrent que la situation est bien pire qu'on peut l'imaginer.

Il déclare en effet que l'on fait déjà face à un réchauffement de la planète qui dépassera le seuil critique estimé, car il est probable, dans une proportion de 90 %, de connaître un réchauffement de 2,4 °C d'ici cinquante ans. Il ajoute que l'on est rendu à un point tel que l'on perdra vraisemblablement la banquise arctique, car elle pourrait disparaître complètement d'ici cinq à dix ans, et que selon les prudentes prédictions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 80 % de la neige et de la glace auront disparu dans vingt ans, ce qui aura des effets considérables sur des millions de gens. Il indique en outre qu'il y a de 5 à 10 % de chances de connaître un réchauffement de 4,3 à 5 °C au cours du présent siècle (désigné « scénario catastrophe ») qui provoquerait la fonte des glaces dans l'Antarctique et au Groenland et aggraverait ce réchauffement. M. Zaelke affirme aussi que la destruction des forêts en Amazonie et dans le reste du monde fera disparaître l'une des meilleures armes dont on dispose pour lutter contre les changements climatiques. En dernier lieu, il indique que même s'il s'agit d'une

mesure essentielle, la réduction des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) ne suscitera pas un refroidissement d'ici au moins un millier d'années, ce qui signifie que la seule chose que l'on pourra faire consistera à limiter tout réchauffement supplémentaire au plus haut degré que l'on connaît déjà.

Il poursuit en affirmant que la bonne nouvelle tient au fait que le CO₂ ne constitue que la moitié du problème, car l'autre moitié compte des gaz autres que le CO₂ qui ne contribuent pas au réchauffement, à savoir le carbone noir, l'ozone troposphérique, le méthane et les hydrofluorocarbures (HFC), lesquels offrent d'immenses possibilités de réduire rapidement leurs émissions compte tenu de leur durée de vie relativement courte dans l'atmosphère. M. Zaelke énumère les trois importantes stratégies d'intervention rapide et à court terme pour réduire les émissions de gaz autres que le CO₂ et intensifier la bioséquestration :

- Le fait de réduire ou d'éviter les émissions de carbone noir pourrait présenter de nombreux avantages, notamment en améliorant la santé publique, étant donné que ces émissions ne durent que quelques jours ou semaines dans l'atmosphère, et qu'elles représentent 3 gigatonnes d'équivalent CO₂ par année. Il faudra percevoir cela comme une occasion de coordonner les politiques locales de lutte contre la pollution atmosphérique et les changements climatiques.
- La réglementation des HFC. À son avis, le Protocole de Montréal sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone constitue jusqu'à présent le meilleur des traités sur le climat.
- La production de biocharbon (à partir de la pyrolyse d'une biomasse telle que les déchets agricoles) pourrait constituer une stratégie des plus importantes en matière de séquestration du carbone et se dérouler de façon décentralisée n'importe où dans le monde. La bioséquestration, y compris la production de biocharbon, est le seul moyen de faire en sorte que l'atmosphère revienne à un seuil de sécurité de 350 parties de CO₂ par million dans quelques décennies.

En fonction de ces trois stratégies, M. Zaelke expose certains principes à prendre en compte en vue de concevoir une approche pertinente en matière de gouvernance. Il estime tout d'abord important d'inclure dans les solutions celles qu'offrent les gaz autres que le CO₂, car ce serait insuffisant de ne s'attaquer qu'à ce dernier. Il déclare en outre essentiel de prendre des mesures réglementaires et d'instaurer des mécanismes rigoureux pour assurer la conformité, parce que ce serait également insuffisant de ne prendre que des mesures commerciales. Il conclut en soutenant qu'il faut aussi parler des possibilités qu'offre la « négativité » en carbone en raison des importants objectifs à atteindre en vue de stabiliser les émissions de cette substance.

Questions et observations

- Un participant demande à M. Zaelke si, compte tenu du fait que les politiques ne se fondent pas toujours sur de solides données scientifiques, il a espoir que la science

influe sur les politiques des trois pays signataires de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) et d'autres parties du monde.

Réponse :

- Déclarant qu'il y a effectivement de l'espoir, M. Zaelke rappelle que malgré l'incertitude que suscitent les politiques nationales et internationales, il est possible de prendre d'autres mesures. Il estime nécessaire de s'occuper des villes, car ça ne coûterait pas cher et se ferait rapidement. Il cite également en exemple la production de ciment sans émission de carbone ainsi que le carbone noir et le biocharbon.
- Un autre participant demande à M. Zaelke de donner des détails au sujet des régimes réglementaires qu'il a mentionnés dans son exposé : premièrement, le Protocole de Montréal, comme un mécanisme permettant la substitution et assurant la conformité au régime réglementaire; deuxièmement, le domaine de la production d'électricité où la dominance des sources d'électricité riches en carbone oblige à ce que les régimes réglementaires offrent des mesures incitatives pour ne plus recourir à ces sources au fil du temps; troisièmement, le domaine agricole et la nécessité de disposer d'un régime réglementaire qui tient compte de la justice environnementale.

Réponse :

- Premièrement, le Protocole de Montréal a contraint à trouver des solutions de rechange en raison du calendrier d'élimination progressive établi à l'avance. Si l'on dispose d'un régime réglementaire rigoureux, les entreprises s'y conformeront et feront preuve d'innovation en vue de compenser les émissions. Deuxièmement, une partie de la surutilisation des sources d'énergie qui rejettent du carbone constitue du gaspillage, et la hausse du prix du pétrole n'a pas résolu les problèmes d'efficacité compte tenu de la grande élasticité de ce prix. Il faut constamment réglementer afin de connaître des améliorations en matière d'efficacité énergétique. Troisièmement, en ce qui concerne l'agriculture, il existe de nombreux moyens de s'attaquer aux problèmes de justice environnementale que suscite le carbone, notamment le biocharbon qui s'avérerait une très bonne solution à cette fin.
- Un autre participant demande quelles activités concertées il serait possible d'entreprendre à l'échelle nord-américaine, y compris par la CCE.

Réponse :

- M. Zaelke déclare que les trois pays pourraient coopérer en transférant des techniques qui favorisent le recours à des pratiques exemplaires, ainsi qu'en échangeant des mécanismes qui facilitent l'application et l'observation de la législation. Il réitère l'importance que revêt l'approche ascendante, et souligne que les villes, les États, les provinces et même les écoles accomplissent des choses qui peuvent susciter une coopération.

Exposé intitulé *La conservation du patrimoine naturel de l'Amérique du Nord dans un monde qui évolue rapidement*, par M. Exequiel Ezcurra, directeur de l'University of California Institute for Mexico and the United States

M. Ezcurra déclare qu'à titre de biologiste de la conservation, il défend l'hypothèse que l'adaptation à un vaste changement environnemental ne constitue pas un enjeu à venir, mais un très important besoin actuel.

Il fait état de la crise de l'eau qui s'accélère en raison des changements climatiques, et mentionne que cette ressource est un service écologique que fournissent les écosystèmes naturels, mais que la croissance urbaine a altéré la capacité de l'obtenir à partir de sources naturelles. Il précise que la production anthropique d'eau est extrêmement coûteuse en énergie, et ajoute qu'en tant que société, on a évolué vers un système d'appropriation et de distribution de l'eau qui consomme beaucoup d'énergie et s'avère donc extrêmement coûteux. Au sujet de l'accroissement des phénomènes extrêmes liés au climat, il mentionne que les changements climatiques augmenteront la température moyenne de 1 à 2 °C et que cette augmentation sera accompagnée de brusques vagues de chaleur en été. Il précise que cette variation de température relativement faible peut provoquer de graves pénuries d'eau dans les écosystèmes, et que la multiplication des phénomènes liés au climat présente d'importantes menaces à l'égard de ces écosystèmes et risque de diminuer la capacité de captage des aquifères indigènes.

M. Ezcurra souligne également le fait que l'élévation du niveau de la mer en raison des changements climatiques modifiera grandement la dynamique des terres humides côtières, notamment la manière dont l'eau douce se déverse dans les océans. Il indique que cela modifiera également la dynamique de la pêche, des espèces sauvages et des écosystèmes qui protègent le littoral. Il mentionne en outre que la pollution atmosphérique a des ramifications surprenantes, notamment qu'elle est l'un des principaux facteurs du dépérissement des forêts naturelles, que les dépôts d'azote provenant du brûlage de combustibles fossiles transformeront à grande échelle les étendues de broussailles indigènes en des écosystèmes envahis par les herbes et plus inflammables, et que la dégradation des forêts et la plus grande fréquence des incendies pourront entraver la capacité des bassins hydrographiques de récolter l'eau à des fins de consommation humaine.

M. Ezcurra conclut son exposé sur une note d'optimisme en affirmant que l'on a la capacité d'utiliser efficacement les ressources naturelles. Il recommande d'élaborer un programme pour protéger les milieux sauvages, et fait valoir l'importance que revêt la préservation des services écologiques que fournissent les écosystèmes pour assurer notre avenir.

Questions et observations

- La présidente remercie M. Ezcurra de son exposé et lui demande d'expliquer pourquoi il est important de préserver les services écologiques, en indiquant quels coûts économiques peuvent découler de la perte de ces services.

Réponse :

- M. Ezcurra réitère que les écosystèmes fournissent des services très importants qui permettent de préserver la biodiversité dans le monde entier. À titre

d'exemple, il mentionne que le nombre croissant d'ouragans, qui diminuent les stocks de poisson en même temps qu'ils détruisent les mangroves, illustre les immenses coûts économiques que provoque la perte de ces services.

Exposé intitulé *Les émissions de gaz à effet de serre en Amérique du Nord et les possibilités de les atténuer*, par M. Gabriel Quadri, directeur de pays pour le Mexique et l'Amérique centrale à EcoSecurities

M. Quadri mentionne quels sont les profils d'émission dans les trois pays par rapport à la situation mondiale, en précisant que les États-Unis et la Chine constituent les plus importants producteurs de GES à l'échelle planétaire, et que le Mexique, qui est actuellement au dixième rang, occupera une place de plus en plus importante dans le domaine du climat compte tenu de la forte croissance de son taux d'émissions.

Il fait état de l'inventaire d'émissions au Mexique ainsi que de la quantité projetée en 2020. Il estime important de souligner que le secteur du transport pourrait devenir le plus grand producteur d'émissions, que celles provenant de la déforestation et de la société Pemex diminueront vraisemblablement, que celles provenant des cimenteries augmenteront en raison de la production de ciment, et que le reste des secteurs conservera plus ou moins sa part relative dans ce domaine.

En ce qui a trait au coût de la réduction des émissions au Mexique, M. Quadri formule les observations suivantes :

- Bien que les réductions les moins coûteuses viseront l'efficacité énergétique des services et des résidences, leur ampleur sera très limitée.
- La plus importante réduction pourra avoir lieu dans le domaine des transports en ce qui concerne la consommation d'essence, car les coûts sont très faibles et même négatifs.
- Une réduction des émissions de méthane à grande échelle et à faible coût a lieu à la société Pemex et dans les lieux d'enfouissement sanitaire.
- Il faut instaurer l'efficacité énergétique et la cogénération dans l'industrie, bien qu'elles s'avèrent apparemment coûteuses en raison du coût d'investissement élevé.

M. Quadri expose par la suite les objectifs stratégiques, les moyens d'action et le financement du Mexique pour 2020, et conclut son exposé en traitant des modalités de compensation et en formulant certains arguments favorables à un marché nord-américain du carbone.

Exposé intitulé *Aperçu des politiques sur les changements climatiques en Amérique du Nord*, par M. Thomas Peterson, président-directeur général du Center for Climate Strategies

M. Peterson mentionne que la recrudescence des mesures infranationales a clairement redéfini l'orientation et le paysage politique en Amérique du Nord quant aux possibilités de mener des activités aux échelles nationales et internationales. À l'échelon fédéral, le rôle des mesures unilatérales est important, notamment en Amérique du Nord, et cela

pourrait complètement redéfinir les processus multilatéraux. Il précise que la relation entre les États-Unis et la Chine a d'importantes incidences dans le monde entier, et qu'en ce qui a trait aux objectifs, les deux pays s'entendent sur les concepts, mais pas encore sur les incidences économiques liées à ces objectifs, sans compter le caractère crucial des questions touchant la concurrence, bien qu'on les ait clairement surestimées. Il fait également valoir les avantages économiques que peuvent avoir les mesures à l'égard du climat, qu'il s'agisse d'économie de coûts ou d'avantages secondaires sur le plan macroéconomique, tels que la création d'emplois ou une expansion économique qui génère des revenus.

M. Peterson déclare également qu'à mesure que chaque pays envisage de plus en plus d'intervenir à l'égard du climat et réfléchit à la manière d'élaborer des politiques à différents niveaux, il s'avère que les mesures exhaustives sont payantes. Il précise que certaines minimisent les coûts et maximisent les avantages mutuels et l'atteinte des objectifs. À cet égard, il rappelle que les mesures infranationales offrent des indications, des résultats et des points de repère importants, mais que les obstacles à l'adoption de ces mesures sont énormes dans certains cas, entre autres les questions de financement et les réformes institutionnelles. Il soutient qu'il est économiquement nécessaire d'adopter un système de plafonnement et d'échange, au moins à l'échelon fédéral, mais que l'incidence des coûts est encore incertaine et constitue un obstacle à l'adoption de ces mesures. Il ajoute qu'à l'instar des compensations, bien qu'on puisse espérer l'instauration d'un marché aussi solide que rentable, il existe des préoccupations quant à la manière dont se dérouleront les compensations fonctionnelles et quant au fait que ce marché puisse être relativement petit et conséquemment insuffisant sur le plan structurel.

M. Peterson fait état de la complexité des mesures de structuration à l'égard du climat à l'échelle trilatérale étant donné que la gouvernance nationale varie grandement dans les trois pays. Il soutient qu'il est inévitable d'établir des structures hautement intégratives, lesquelles susciteront une plus grande coopération, notamment avec le secteur privé qui jouera un rôle plus important. Il conclut en affirmant que l'instauration d'une politique climatique générale pour l'Amérique du Nord consiste à combiner un ensemble d'éléments différents à divers paliers gouvernementaux, notamment les questions commerciales.

Débat de spécialistes concernant les possibilités et les défis de la coopération nord-américaine à l'égard des politiques sur les changements climatiques

Animateur : M. Rodolfo Lacy, coordonnateur de programmes et de projets au Mario Molina Center.

M. Lacy explique que ce groupe de spécialistes a eu pour mandat d'étudier les principaux enjeux et défis que suscite la coopération en matière de politiques continentales et auxquels font face le Canada, le Mexique et les États-Unis, ainsi que de cerner et d'exposer en détail les domaines les plus importants pouvant tirer parti d'une intervention stratégique coordonnée en Amérique du Nord. Il leur demande ensuite de faire un exposé

de dix minutes sur un sujet déterminé et d'entreprendre une discussion entre eux et avec l'assistance.

**Exposé sur la perspective canadienne, par M. David McLaughlin,
président-directeur général de la Table ronde nationale sur l'environnement et
l'économie (TRNEE)**

Après avoir donné un aperçu des activités de la TRNEE, M. McLaughlin mentionne que le Canada a préalablement signé le Protocole de Kyoto mais a décidé de ne plus le respecter par la suite, car ses objectifs étaient devenus inatteignables. Il précise que son pays centre son attention sur le cadre établi pour l'après 2012. Pour ce qui est de l'échelon provincial, il suggère deux formes de dynamique : que les provinces continuent sur leur lancée en l'absence de politiques fédérales, ou qu'elles se donnent une politique commune et établissent des fronts politiques pour influencer sur la prise de mesures à l'échelon fédéral. Il énumère certains facteurs pouvant avoir une incidence sur les démarches stratégiques canadiennes, dont l'énergie et l'économie politique (la croissance des exportations d'énergie vers les États-Unis et les différents profils d'émissions dans l'ensemble du Canada), l'absence de consensus public et les difficultés que rencontre un gouvernement minoritaire. Il mentionne aussi le coût relativement élevé de la réduction des émissions de GES pour le pays. M. McLaughlin expose ensuite les principales modifications que le gouvernement canadien a apportées aux principes relatifs aux changements climatiques, notamment un équilibre entre la protection de l'environnement et la prospérité de l'économie, la conception et l'application de techniques propres, et la participation de tous les pays producteurs d'émissions. Après avoir donné un aperçu de l'actuelle politique fédérale en matière de climat, il présente le dernier rapport de la TRNEE qui oriente l'atteinte des objectifs qu'énonce cette politique.

Dans la perspective d'une coopération à l'échelle continentale, M. McLaughlin mentionne que le Canada désirerait entretenir des relations bilatérales uniques avec les États-Unis, et cite en exemple le Dialogue sur l'énergie propre. Il précise qu'à cet égard, les principaux problèmes d'harmonisation entre les deux pays comptent la rigueur des objectifs, la durée du processus, la compatibilité du système, les questions de concurrence, notamment dans l'allocation de crédits de carbone, et les possibilités de protectionnisme (ajustement fiscal à la frontière sur le contenu des importations en carbone).

**Exposé sur la perspective mexicaine et internationale, par M^{me} Julia Martínez,
directrice du programme sur les changements climatiques à l'*Instituto Nacional de
Ecología* (INE, Institut national d'écologie)**

Après avoir remercié l'animateur et la présidente, M^{me} Martínez donne un aperçu des effets les plus marquants des changements climatiques au Mexique et des projections climatiques pour ce pays jusqu'en 2080. Elle fait également état de la contribution relative de celui-ci à la production d'émissions de GES à l'échelle mondiale ainsi que par secteur d'activité à l'échelle nationale. Elle expose aussi le plan national de développement du Mexique pour 2007 à 2012, dont le dixième objectif consiste à réduire les émissions de GES et le onzième à promouvoir les mesures d'adaptation aux changements climatiques. Elle donne en outre des explications sur les éléments du

programme spécial du Mexique concernant les changements climatiques, y compris sa vision à long terme, la politique d'adaptation et d'atténuation des effets de ces changements, et des questions de portée générale. Elle aborde aussi les implications d'une croissance à faibles émissions de carbone en indiquant qu'il s'agit d'une orientation éventuelle pour le Mexique, tout en soulignant le fait que celui-ci est en mesure d'atteindre son sommet d'ici 2015 en matière d'émissions et de les réduire ensuite de 25 % (par rapport à 2005) d'ici 2030. M^{me} Martínez mentionne par ailleurs le programme étatique de lutte contre les effets des changements climatiques en précisant qu'il s'agit d'un instrument de politique environnementale qui oriente les mesures prises par les États mexicains dans ce domaine, et ce, en coordination avec le gouvernement fédéral et les administrations municipales, et avec la participation du secteur privé et d'organismes civils. Elle conclut en indiquant que l'INE apporte un soutien scientifique et technique à ce programme étatique, et qu'il négocie l'octroi de ressources financières sur les plans national et international pour élaborer des programmes et les mettre en œuvre.

Exposé sur la perspective nord-américaine, par M. Stacy Van Deveer, Professeur agrégé au département de sciences politiques de l'University of New Hampshire

M. Van Deveer fait l'éloge de la politique infranationale et de son rôle prépondérant depuis vingt ans, mais affirme que si l'on compare les mesures fédérales, elles dénotent une forte absence de volonté de s'attaquer aux questions climatiques. Il indique qu'il y a plusieurs manières de catégoriser les choix politiques dans ce domaine, notamment en les classant dans quatre ensembles, à savoir la réglementation contraignante, les taxes, les nouveaux marchés et instruments commerciaux, et les subventions. Il réitère que la réglementation est absolument essentielle, car les instruments commerciaux ne sont pas suffisants. Il fait remarquer qu'un consensus se dégage jusqu'à présent au cours de l'atelier, à savoir la nécessité de se pencher sur les politiques en vigueur à tous les niveaux de compétence, car plusieurs d'entre elles sont mal orientées lorsqu'on les examine dans une optique de politique climatique.

Abordant la multigouvernance, M. Van Deveer revient sur une observation de M. Peterson concernant les diverses activités en cours dans les trois pays à différents niveaux de la société. Il estime que le principal enjeu consiste à tirer des enseignements des mesures pertinentes que prennent une minorité d'États, de provinces et de villes. Il soutient que le meilleur rôle que les trois gouvernements fédéraux pourraient jouer consisterait à établir des conditions minimales, mais en laissant le champ libre aux gouvernements étatiques, aux administrations municipales et aux entreprises. Selon lui, il faudrait prendre de nombreuses mesures d'atténuation à court terme, et les politiques fédérales ou tout système trinational peuvent permettre d'arrêter ou de diminuer l'expérimentation de politiques à l'échelon infranational. M. Van Deveer suggère que la CCE ne se concentre plus exclusivement sur les trois gouvernements fédéraux et envisage de quelle manière s'engager dans les activités innovatrices des États et des provinces, ainsi que dans les nombreuses expériences stratégiques qui donnent des résultats, et d'en faire part aux organismes professionnels.

L'animateur, M. Lacy, lance une discussion de trente minutes avec les spécialistes et l'assistance sur les défis que présente la coopération stratégique à l'échelle régionale pour le Canada, le Mexique et les États-Unis. Il invite aussi les spécialistes à exprimer leur opinion sur l'incertitude que font régner les politiques relatives aux changements climatiques à l'échelle internationale, ainsi que sur ce à quoi on pourrait s'attendre de la part des trois pays signataires de l'ALÉNA à l'égard de l'Amérique du Nord dans ce contexte d'incertitude.

M. Van Deveer déclare qu'il ne pense pas que le contexte politique soit aussi précaire que certaines discussions le laissent croire. Il affirme que certains acteurs politiques se servent de l'incertitude ou même l'amplifient à dessein afin de continuer à retarder l'application de mesures. Il estime évident que les émissions de GES doivent diminuer dans les trois pays nord-américains, peu importe ce qui arrivera à Copenhague. Il conclut en soutenant que les préoccupations que suscite la concurrence des politiques climatiques sont vraisemblablement beaucoup moins importantes qu'on le prétend généralement.

M^{me} Martínez revient sur des observations faites par M. Ezcurra au sujet de la vulnérabilité des terres humides, et explique que l'INE réalise plusieurs projets pilotes sur cette question. Elle suggère de constituer un « fonds vert » pour financer des projets dans les pays en développement.

M. McLaughlin déclare que bien qu'il soit trop tôt pour prédire ce qui arrivera à Copenhague, il faut que certaines choses se produisent pour garantir l'accomplissement de progrès. Il estime que la réalité veut que les pays continuent d'avancer en soulignant que le Canada se trouve dans cette sorte de situation. Il soutient qu'il faut prendre des mesures et en tirer des leçons tout en continuant d'avancer. Il déclare toutefois que l'on ne connaîtra la réussite qu'à condition que les principaux producteurs d'émissions participent à ce mouvement.

M. Peterson rappelle que chaque fois qu'une négociation multilatérale est entreprise, les vrais signes de progrès proviennent toujours des activités unilatérales que réalisent des acteurs clés. Il mentionne qu'il serait intéressant de savoir ce que le Canada, le Mexique et les États-Unis sont désireux d'accomplir unilatéralement.

Questions et observations

Un participant porte à l'attention des spécialistes et de l'assistance qu'il existe un accord international, à savoir la Convention sur la diversité biologique, qui pourrait s'avérer efficace pour prendre des mesures à l'égard des changements climatiques.

Un autre participant se dit préoccupé par le fait que les processus visant à prendre des mesures à l'égard des changements climatiques ne sollicitent pas toujours la participation de tous les intervenants touchés par ces changements, dont les collectivités, et qu'ils sont même généralement exclus des discussions.

L'animateur, M. Lacy, demande aux spécialistes de faire une dernière intervention à la suite des observations de membres de l'assistance.

M. Peterson déclare qu'aux États-Unis, on a généralement essayé de faire participer les collectivités et les peuples autochtones à l'élaboration de mesures à l'égard du climat. Il explique que la plupart des processus de participation du public ont été conçus de manière à prendre en compte les préoccupations et les intérêts des minorités, mais que cela a placé la barre à un niveau très élevé en vue d'en arriver à un consensus.

M. McLaughlin suggère que la CCE se concentre sur trois éléments : le transfert de connaissances et l'échange d'informations; la réalisation de recherches originales pour le compte de décideurs, ce qui permettrait un échange subséquent d'informations; l'établissement d'un calendrier d'adaptation aux changements climatiques pour l'Amérique du Nord.

M^{me} Martínez répond aux observations faites au sujet de la Convention sur la diversité biologique en mentionnant que le Secrétariat de cette convention doit travailler en collaboration avec ceux de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification en vue d'obtenir des résultats positifs dans le cadre de l'adaptation aux changements climatiques.

M. Van Deveer soutient que la CCE doit poursuivre ses efforts afin de susciter l'intérêt de la population non urbaine à la grandeur du continent.

Compte rendu de la réunion intitulée *Vers un marché nord-américain du carbone*, par M^{me} Isabel Studer, directrice du Center for Dialogue and Analysis on North America, Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey (campus de Mexico)

M^{me} Studer déclare qu'un accord international sur les changements climatiques pourrait s'avérer insuffisant, car il faudrait compléter cette sorte d'approche descendante par des approches ascendantes. Compte tenu du fort degré d'intégration des trois pays en matière d'économie, elle juge important que l'Amérique du Nord ait une perspective continentale des changements climatiques. Elle estime en outre nécessaire de chercher des possibilités de réduire les émissions de GES au coût le plus faible possible, en citant en exemple le vaste marché de crédits compensatoires qu'offre le Mexique, et ce, à titre de débouché pour le Canada et les États-Unis dont les coûts de réduction des émissions de GES sont relativement élevés. Étant donné la complexité d'un processus visant à conclure un accord international sur les changements climatiques, elle soutient qu'un accord continental constituerait un pas en avant dans ce domaine.

M^{me} Studer fait valoir les importantes incidences que peut avoir pour le Canada et le Mexique la prise de mesures aux États-Unis relativement au climat, car tous deux y exportent des combustibles fossiles, et ce, étant donné que l'instauration d'un éventuel système de plafonnement et d'échange aux États-Unis pourrait donner lieu à des mesures

protectionnistes (ajustement fiscal à la frontière sur le contenu des importations en carbone). Elle estime que ce système pourrait devenir un obstacle commercial de taille pour le Canada et le Mexique, à moins qu'ils adoptent une politique climatique aussi rigoureuse que leur voisin.

M^{me} Studer déclare que bien qu'un tel système nord-américain de plafonnement et d'échange constitue une idée pertinente compte tenu du fort degré d'intégration des trois pays, elle estime qu'il est très complexe et difficile à réaliser. Elle mentionne qu'il exigerait un processus de négociation des plus laborieux, et il est peu probable que le Canada et le Mexique accepteraient des règles établies par le Congrès américain. Elle propose conséquemment d'instaurer un programme de coopération nord-américain relatif aux changements climatiques dans le cadre duquel la CCE pourrait s'employer à cerner les intérêts communs des trois pays, notamment l'harmonisation des normes, la production d'énergie verte, la création d'emplois écologiques et la lutte contre la déforestation.

Exposé intitulé *Les principaux défis que présente l'élaboration de politiques cohérentes sur les changements climatiques en Amérique du Nord*, par M. Jeff Schott, attaché supérieur de recherches au Peterson Institute for International Economics

M. Schott mentionne tout d'abord que le Canada et les États-Unis doivent relever tout un défi afin d'atteindre leurs objectifs de réduction des émissions de GES d'ici 2020, ainsi qu'en vue d'atteindre les fortes réductions prévues d'ici 2050. Il ajoute que contrairement à la plupart des pays développés, le Mexique essaie de réduire considérablement ses émissions de GES, mais que si chacun des pays signataires de l'ALÉNA fait face à différentes contraintes en matière d'économie politique, les trois ont également des intérêts communs. Il cite en exemple le vaste commerce de produits énergétiques et d'électricité, et précise que quelque 30 % du pétrole consommé aux États-Unis proviennent d'Amérique du Nord, et qu'en 2007, quelque 70 % du pétrole brut produit au Canada étaient expédiés vers les États-Unis.

Il affirme que les trois pays font face à différents enjeux compte tenu de leurs différences régionales; par exemple, les États-Unis sont de gros consommateurs de pétrole, alors que le Canada et le Mexique sont de gros producteurs. Il mentionne aussi que les sources d'énergie ne sont pas les mêmes dans ces pays. Il évoque également les tensions entre les États américains et les provinces canadiennes, et expose les éléments du projet de loi Waxman-Markey.

M. Schott énumère ensuite sept démarches que la coopération nord-américaine pourrait viser à entreprendre : 1) le Canada et les États-Unis devraient examiner de quelle manière traiter l'électricité étrangère en fonction de normes pour portefeuille de ressources renouvelables; 2) les trois pays signataires de l'ALÉNA pourraient envisager de négocier une définition harmonisée de l'énergie renouvelable; 3) le Canada et les États-Unis devraient favoriser une plus grande intégration transfrontalière des réseaux d'électricité; 4) ils devraient collaborer dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce afin de promouvoir l'harmonisation des objectifs en matière d'environnement et de commerce;

5) ils devraient également collaborer dans les domaines de la surveillance, de la reddition de comptes et de la vérification des crédits compensatoires, et la CCE devrait servir de centre d'échange des données sur le climat; 6) ils devraient régler les problèmes que soulève le chapitre 11 de l'ALÉNA, car ce chapitre pourrait être perçu comme une source éventuelle de différends; 7) les trois pays devraient s'employer à renforcer les capacités au Mexique.

Table ronde intitulée *Vers une cohérence des politiques sur les changements climatiques en Amérique du Nord*

Animateur : M. Jeff Schott, attaché supérieur de recherches au Peterson Institute for International Economics

M. Schott déclare que le Canada, le Mexique et les États-Unis ont une transition difficile à accomplir pour passer à une économie à faibles émissions de carbone. Il ajoute que les séances antérieures ont permis d'aborder un certain nombre de défis, mais que la présente table ronde invite les participants à se concentrer sur les possibilités de coopération continentale, et de cerner les buts et les options en matière de climat ainsi que les mesures connexes à prendre sur les plans énergétique et environnemental en Amérique du Nord.

Il invite ensuite les participants à la table ronde à faire un exposé de cinq minutes afin de développer les principaux éléments déjà présentés, et ajoute que ces exposés seront suivis d'une discussion avec l'assistance.

M. Michal Moore, professeur en économie de l'énergie à l'Institute for Sustainable Energy, Environment and Economy (ISEEE)

M. Moore traite de la question que soulève la planification de politiques dans un contexte d'incertitude en affirmant tout d'abord que de bonnes politiques doivent comporter des objectifs souples et réalistes, mais tout en se fondant sur des normes et des paramètres communs ainsi que sur des calendriers d'exécution communs ou convenus pour atteindre les buts et objectifs établis. Il mentionne que de telles politiques sont dotées d'outils adéquats, notamment à des fins de prévisions, de surveillance et de modélisation.

Pour ce qui est de l'énergie, il mentionne que l'idée de pouvoir réduire les émissions du côté de la demande est au cœur d'un grand nombre de questions relatives aux changements climatiques. Pour ce qui est de l'offre en énergie, il déclare qu'il faut prendre en compte le fait de devoir utiliser et introduire plus intelligemment les techniques dans l'économie.

Il conclut en soutenant que la structure d'un processus cohérent doit faire preuve de clarté quant à ses objectifs et aux recommandations sur lesquelles elle se fonde, sans compter que les politiques doivent donner la possibilité de gérer la controverse tout en visant la cohérence au fil du temps.

M. Rodolfo Lacy, coordonnateur des programmes et des projets au Mario Molina Center

M. Lacy aborde les effets que les changements climatiques ont déjà en Amérique du Nord, notamment sur la température, la biodiversité et les écosystèmes. Il estime nécessaire d'instaurer davantage de programmes de recherche régionaux relativement à la science fondamentale des changements climatiques.

Faisant référence à la courbe des coûts de réduction des émissions établie par McKinsey pour le Mexique, il déclare que ce pays aura besoin de mécanismes financiers appropriés afin de tirer parti des possibilités à cette fin, tout en précisant que le financement peut provenir d'entreprises privées, mais aussi de banques. Il affirme en outre que le Mexique n'ayant aucune expérience à l'égard du système de plafonnement et d'échange, il lui sera très difficile d'en mettre un sur pied. Il estime donc nécessaire qu'il obtienne du soutien institutionnel, et que c'est en partie ce qu'il recherche dans la coopération.

En dernier lieu, il aborde les problèmes liés au transport en présentant la proposition du Mario Molina Center relative à des normes de carburant pour le Mexique.

M^{me} Alexia Kelly, Senior Associate, World Resources Institute (WRI)

M^{me} Kelly traite des possibilités de réduire les émissions de GES grâce à l'instauration de crédits compensatoires. Elle affirme qu'il existe un grand nombre de possibilités de coopération entre le Canada, le Mexique et les États-Unis dans ce domaine. Elle explique, par exemple, que les projets cadrant avec le Mécanisme de développement propre sont nombreux au Mexique, et qu'ils pourraient conséquemment constituer une solution adéquate pour le Canada et les États-Unis en vue de réduire leurs émissions de GES.

Elle fait ensuite part des modifications que subit actuellement la législation américaine qui a trait aux changements climatiques, et mentionne qu'il faut s'attendre à un projet de loi dans lequel les crédits compensatoires constitueront vraisemblablement une question aussi importante que litigieuse. Elle précise que le système de crédits compensatoires qu'instaurera ce projet de loi comportera certaines limites.

M^{me} Kelly soutient que si les crédits compensatoires offrent une occasion unique aux régions, aux États et aux provinces de jouer un rôle prépondérant dans la politique climatique, il faudra qu'ils coordonnent leurs activités et coopèrent.

M. Andrew Mangan, directeur général du Business Council for Sustainable Development des États-Unis

M. Mangan commence en exposant les activités de son organisme et explique de quelle manière celui-ci sollicite la collaboration de l'industrie ainsi que celle des secteurs public et privé dans le cadre de divers projets, dont ceux concernant l'énergie et les changements climatiques. Il explique en quoi consiste le concept de la synergie des sous-produits, notamment qu'il rassemble un groupe d'entreprises dans une région déterminée. Il précise que cela donne lieu à une entente juridique qui a trait à la propriété intellectuelle et à la confidentialité, ainsi qu'à un processus permettant à ces entreprises

d'échanger des informations au sujet de leurs activités. Il ajoute que le processus en question leur permet en outre de cerner des débouchés et des projets communs qu'elles peuvent mettre collectivement en œuvre. Il mentionne aussi que le concept de la synergie des sous-produits s'est avéré fructueux au cours des douze dernières années dans les trois pays signataires de l'ALÉNA en donnant des résultats sur les plans économique, environnemental et social. Il soutient que, compte tenu du thème de l'atelier, les trois pays nord-américains devraient mettre de l'avant ce type de projet, car il s'avère très inclusif et pratique et se fonde sur de solides paramètres.

M^{me} Carmen Dybwab, vice-présidente du Canadian Energy Research Institute

M^{me} Dybwab estime que la cohérence des politiques sur les changements climatiques doit reposer sur l'honnêteté et l'impartialité des objectifs, et donner lieu à une stratégie explicite à l'échelle nationale ou continentale afin de pouvoir atteindre ces objectifs. Elle précise que chaque pays a la responsabilité d'appliquer une stratégie réalisable sur son propre territoire, et que l'ensemble des pays participants doit se faire confiance et se respecter dans ce domaine particulier. Elle affirme aussi qu'il est important de disposer de données factuelles en vue d'élaborer une politique climatique, et préconise à cet égard une approche écosystémique qui assure une efficacité pertinente. Elle ajoute que l'on peut diminuer le flux d'énergie à l'échelle régionale, même au-delà des frontières. Elle estime également que le moyen le plus efficace de s'attaquer aux problèmes que posent les émissions de GES consiste à instaurer l'efficacité à cette échelle régionale.

M. Harvey Locke, vice-président de The Wild Foundation

M. Locke commence par aborder la nature du carbone, en rappelant qu'il provient de combustibles fossiles ou de la couche vivante du sol (carbone organique). Il déclare que l'on a tendance à ne mentionner que les changements climatiques causés par des émissions de combustibles fossiles, alors que toutes les émissions de carbone ont des effets nuisibles sur le climat, et qu'il faut donc en tenir compte dans toute stratégie d'atténuation des effets des changements climatiques. Il précise qu'étant donné que les services écosystémiques permettent de lutter contre ces effets, il est important que les pays nord-américains ne tiennent pas seulement compte du carbone rejeté, mais visent aussi à le protéger et à s'assurer qu'il demeure fixe. Il conclut en indiquant que le Canada et les États-Unis pourraient par exemple investir au Mexique pour protéger la biodiversité.

Questions et observations

- Un participant déclare qu'une importante question relative au transport n'a pas été abordée au cours de l'atelier, à savoir la nécessité de trouver des moyens de diminuer la demande dans ce domaine.
- Un autre participant estime nécessaire d'améliorer la politique d'adaptation aux changements climatiques, et que compte tenu du fait que les pays signataires de l'ALÉNA ont déjà adhéré à un certain nombre de programmes trinationaux relatifs aux ressources naturelles, la CCE pourrait s'employer à cerner des possibilités de coopération dans le cadre de ces programmes.

- Un autre participant demande aux spécialistes de formuler trois recommandations à l'intention des membres du Conseil de la CCE.
- Un autre participant demande quels seront les effets de l'instauration d'un système de plafonnement et d'échange aux États-Unis sur les activités de la société Western Climate Initiative Inc. (WCI).

L'animateur demande aux spécialistes de répondre aux questions qui correspondent le plus à leur domaine de compétence et de formuler une recommandation aux membres du Conseil de la CCE.

M. Moore énumère quatre recommandations aux membres du CCPM : 1) les normes d'échange de crédits de carbone doivent être révisées afin de tenir compte des capacités de les appliquer de chaque pays; 2) étant donné que le Mexique peut utiliser des « crédits verts », il faut autoriser des crédits d'investissement à caractère écologique en se fondant sur les caractéristiques démographiques et géographiques du pays qui les octroie; 3) l'octroi de crédits, afin de pouvoir réinvestir dans l'énergie renouvelable avec l'autorisation d'exporter cette énergie vers un pays comme le Mexique où l'importation de ces crédits pourrait profiter en retour aux États-Unis, permettrait d'assister à une plus grande participation à l'atteinte des objectifs de réduction des émissions de GES fixés par le Canada et les États-Unis; 4) il est nécessaire de disposer d'un ensemble commun de normes et de paramètres de production d'énergie par unité en vue d'exploiter équitablement n'importe quelle source d'énergie.

M. Lacy mentionne que dans le secteur du transport, il faut considérer l'analyse du cycle de vie comme un outil important en vue d'élaborer une norme d'efficacité énergétique. Il est d'avis qu'un système de plafonnement et d'échange pour l'industrie de l'automobile constituerait une mesure incitative des plus pertinentes en vue de concevoir des véhicules éconergétiques et de prévenir la fuite de carbone vers le Mexique.

M. Mangan suggère de se concentrer sur des aspects pratiques afin de susciter un changement de comportement. Il rappelle que les mesures à coût négatif de la courbe de McKinsey que l'on doit mettre en œuvre constituent un exemple de mesures aussi pratiques que logiques.

M^{me} Dybwab estime nécessaire d'élaborer de meilleures politiques d'adaptation, et elle est d'avis que la CCE peut jouer un rôle dans ce domaine. Elle mentionne que la relation entre l'énergie consommée et l'eau nécessite de plus amples recherches. Quant aux recommandations au CCPM, elle soutient qu'il est important de permettre à chaque pays d'élaborer des politiques qui correspondent le mieux à leurs ressources naturelles et à leurs réalités économiques. Elle suggère que les pays collaborent à l'établissement d'un ensemble de principes contraignants, notamment en matière d'avantages comparatifs et de non-discrimination.

L'animateur remercie les spécialistes des observations qu'ils ont formulées, et répondant à la question concernant les effets de la législation fédérale sur la société WCI, il mentionne que le droit de préemption des autorités fédérales énoncé dans le projet de loi

Waxman-Markey ne s'applique qu'au système de plafonnement et d'échange, c'est-à-dire qu'il ne s'applique pas à d'autres éléments utiles énoncés dans ce projet de loi. Par ailleurs, à titre de recommandation au CCPM, il l'incite à examiner les avantages et les inconvénients d'incorporer, dans le chapitre 11 de l'ALÉNA, une règle refuge concernant les politiques sur les changements climatiques.

Session ordinaire du CCPM n° 09-01 tenue le mardi 23 juin 2009

Aperçu de l'ordre du jour provisoire, par la présidente du CCPM, M^{me} Adriana Nelly Correa, et adoption de sa version finale

La présidente souhaite la bienvenue à tous les participants et invite les membres du CCPM à se présenter à tour de rôle.

M^{me} Correa donne ensuite un aperçu des activités du CCPM et de son mandat, en précisant que ses membres sont bénévoles et n'ont aucun lien avec les gouvernements. Elle mentionne aussi que le Comité s'assure de prendre en compte l'opinion du public nord-américain lorsqu'il formule un avis au Conseil de la CCE, et ce, en faisant preuve d'objectivité et d'impartialité. Elle fait aussi état des comités consultatifs nationaux et gouvernementaux en précisant qu'eux aussi formulent des avis à la CCE. Ajoutant que les comités canadiens et mexicains ne sont pas représentés dans le cadre de la présente session, elle invite ceux des États-Unis à formuler leurs recommandations.

Comptes rendus des représentants des comités consultatifs nationaux et gouvernementaux

Les représentants du Comité consultatif national (CCN) et du Comité consultatif gouvernemental (CCG) des États-Unis formulent des recommandations au CCPM sur l'écologisation de l'économie nord-américaine, les voies que pourrait prendre la CCE et le rôle que pourrait jouer le Secrétariat.

Les principales recommandations sur l'écologisation de l'économie nord-américaine sont les suivantes :

- Au sujet du bâtiment écologique, le *Manager Portfolio Tool* (outil de gestion de portefeuille) de l'*Environmental Protection Agency* (EPA, Agence de protection de l'environnement), qui sert à exercer un suivi du rendement énergétique dans les bâtiments, est en cours d'adaptation au Canada grâce à un partenariat entre l'EPA et Ressources naturelles Canada. La CCE pourrait envisager la possibilité de mettre également cet outil en application au Mexique en vue d'instaurer un système de suivi de ce rendement à l'échelle de l'Amérique du Nord.
- Au sujet du transport, les trois pays disposent de programmes d'efficacité énergétique (Fleetsmart au Canada, Transporte Limpio au Mexique et Smartway aux États-Unis). La CCE pourrait inciter les responsables de ces programmes à travailler de concert en vue d'élaborer des paramètres qui pourraient faciliter l'harmonisation sur le continent.

- Au sujet de l'énergie renouvelable, la CCE pourrait entreprendre un examen des études déjà publiées afin de mieux informer les promoteurs immobiliers, les organes de réglementation et les défenseurs des espèces sauvages quant au taux de mortalité que causent les éoliennes d'utilité publique chez les oiseaux et les chauves-souris.

Les principales recommandations sur les voies que pourrait prendre la CCE et le rôle que pourrait jouer le Secrétariat sont les suivantes :

- Limiter le nombre et la nature des projets entrepris en vertu de l'article 10 de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement (ANACDE).
- Réduire et définir la nature et la mission de la CCE. Sa mission générale doit consister à favoriser l'harmonisation des politiques des trois pays ainsi qu'une coopération accrue en matière d'énergie, de qualité de l'air, de changements climatiques, d'écologisation de l'économie, de santé des collectivités et de protection des ressources hydriques.
- Poursuivre les travaux consistant à évaluer les répercussions du commerce sur l'environnement.

Bilan des communications sur les questions d'application des lois, par M. Dane Ratliff, directeur de l'Unité des communications sur les questions d'application

La présidente ayant invité M. Ratliff à faire un exposé, celui-ci commence par donner un aperçu du processus relatif aux communications sur les questions d'application. Il poursuit en dressant un bilan des communications présentées à la CCE et en exposant les questions qu'il traite en compagnie de son équipe.

La présidente invite ensuite l'assistance à formuler des questions et des observations.

- Un membre du CCPM exprime certaines préoccupations quant aux résultats que peut concrètement donner le processus relatif aux communications compte tenu du fait que les Parties à l'ANACDE (à savoir le Canada, le Mexique et les États-Unis) n'ont aucune obligation à cet égard. Il demande également certains éclaircissements sur le paragraphe 14 (2) de l'ANACDE, lequel prescrit que le Secrétariat doit se fonder sur quatre critères pour déterminer s'il y a lieu de demander à une Partie de répondre à une communication.
- Un autre membre du CCPM souligne l'importance que revêt l'Unité des communications et estime que le processus constitue une alternative pour les citoyens mexicains étant donné que le recours collectif n'est pas instauré dans ce pays. Il insiste toutefois sur la nécessité d'améliorer le processus afin d'obtenir des résultats plus concrets et plus positifs.
- Un autre membre du CCPM trouve inacceptable que certains processus aient été mis sur pied il y a aussi longtemps qu'en 2004 et qu'ils n'aient pas encore abouti.
- Divers participants suggèrent d'entreprendre une analyse afin de mieux informer les membres du CCPM et de les aider ainsi à formuler des recommandations précises au Conseil concernant l'efficacité de l'Unité des communications.

M. Ratliff explique que ce qui arrive après la publication d'un dossier factuel est du ressort des Parties et du public, en précisant que le CCPM pourrait, dans une certaine mesure, jouer un rôle à cet égard. Faisant valoir qu'un dossier factuel garantit que les Parties portent attention aux allégations soulevées par les auteurs de communication, il précise qu'un tel dossier renforce la participation du public et l'accès à une certaine forme de justice. Pour ce qui est du paragraphe 14(2) de l'ANACDE, il précise que ses dispositions n'ont pas besoin d'être suivies à la lettre, mais que les critères qu'il énonce doivent être pris en considération afin de déterminer s'il est justifié de demander une réponse à la Partie visée. À propos du processus, M. Ratliff affirme que l'Unité des communications doit jouir de la plus grande indépendance possible par rapport aux Parties, aux auteurs de communication et au CCPM. Il conclut en mentionnant que la neutralité et l'indépendance constituent des éléments primordiaux pour faire confiance au processus et à la capacité de l'Unité de constituer un dossier factuel qui peut s'avérer fructueux.

La présidente remercie le directeur de l'Unité des communications et mentionne que le CCPM entrera en contact avec lui, étant donné qu'il doit formuler des recommandations en vue de mieux faire connaître le processus et de le rendre plus efficace.

Discussion, entre les membres du CCPM, sur la formulation d'un avis éventuel au Conseil

La présidente demande aux membres du CCPM d'exprimer leur opinion au sujet de l'atelier concernant la cohérence des politiques sur les changements climatiques en Amérique du Nord en vue de faire une recommandation au Conseil de la CCE. Les membres formulent les observations suivantes :

- Il serait possible de prévenir l'élévation de la température à court terme si l'on contrôle rapidement les émissions d'agents de réchauffement de la planète autres que le CO₂, notamment le carbone noir, le méthane et les HFC, car la réduction des émissions de CO₂ n'est pas suffisante.
- Compte tenu du fait que le système de plafonnement et d'échange des États-Unis a un caractère unilatéral et qu'il pourrait provoquer des distorsions commerciales en raison de l'application de dispositions aux frontières, la CCE pourrait se pencher sur un système nord-américain d'échange de crédits de carbone compte tenu de ses compétences techniques et de sa capacité de réseautage.
- La CCE a élaboré un Atlas environnemental de l'Amérique du Nord qui pourrait servir de cadre à l'établissement d'un programme nord-américain d'adaptation aux changements climatiques.
- Il faut éviter la fuite de carbone, car les entreprises en subissent les conséquences.
- Il faut solliciter des ressources financières afin de renforcer les capacités de l'Amérique du Nord de s'attaquer aux problèmes que suscitent les changements climatiques.
- Il faut harmoniser les normes d'émissions de GES.
- Il faut utiliser les ressources financières dont on dispose pour éviter la déforestation, accroître le capital naturel et préserver la biodiversité nord-américaine.

- Il faut élaborer une réglementation efficace pour obtenir des résultats concrets et mesurables.
- Le principal objectif devrait consister à préserver et à améliorer la santé des collectivités. Étant donné que leur santé est étroitement liée à la salubrité des écosystèmes, il faut mener des travaux afin de mieux connaître cette relation.
- Les gouvernements des trois pays doivent élaborer leurs politiques en se fondant sur des faits scientifiques.
- En ce qui concerne l'harmonisation et la réglementation, il est important que la coopération et la cohérence en matière d'élaboration de politiques se fondent sur des définitions précises ainsi que sur un consensus en rapport avec les principaux termes. La définition de l'énergie renouvelable en constitue une bonne illustration.
- Il est très approprié de faire preuve d'une plus grande assurance en matière de conception et d'application des politiques, car il est important de tenir compte des impératifs territoriaux. Étant donné que certaines provinces et certains États pourraient vouloir faire preuve d'un grand dynamisme, il serait pragmatique sur le plan économique de faire en sorte que la mise en œuvre à l'échelle continentale laisse place à de la souplesse. En vue d'élaborer une stratégie trinationale pour apporter des réformes en matière d'environnement, il faut adopter une démarche souple qui tient compte de l'incertitude économique et de la présente période de récession.
- Il est important de se pencher sur les diverses sources de carburant et d'électricité.
- Relativement à un système de plafonnement et d'échange, il serait préoccupant qu'un tel système donne lieu à de la spéculation.
- Il est particulièrement important que l'Amérique du Nord se dote d'une stratégie sûre en matière d'énergie qui inciterait les pays à entreprendre la démarche environnementale qui s'impose pour faire face aux changements climatiques et à d'autres questions environnementales. La fragmentation, la duplication et l'inefficacité peuvent s'accroître si, par exemple, on n'optimise pas les lignes de transport d'électricité. L'Amérique du Nord a besoin d'adopter une approche générale en matière d'énergie et d'environnement.

Commentaires des observateurs

La présidente invite ensuite l'assistance à formuler des observations et des questions.

- Le système nord-américain de réduction des émissions de GES qui peut découler de négociations trilatérales doit être assez souple pour que chaque pays y contribue équitablement.
- Il faudrait instaurer un mécanisme pour que le Canada et les États-Unis tirent parti des possibilités peu coûteuses de réduire les émissions de GES au Mexique.
- Il faut prendre en compte les conclusions du rapport Stern sur l'économie des changements climatiques, notamment le fait que la lutte contre ces changements coûtera de plus en plus cher au fil du temps si l'on ne l'entreprend pas au plus vite. Dans cette perspective, il faut multiplier les efforts en vue d'informer les collectivités.
- L'environnement et le commerce représentent une question fondamentale pour l'Amérique du Nord, autant dans le cadre de l'ALÉNA que de la CCE. Étant donné que les changements climatiques suscitent à la fois un problème environnemental et

un problème économique, la CCE devrait se donner comme priorité de continuer à diffuser de l'information pour que l'on puisse prendre les meilleures décisions qui soient dans l'ensemble du continent.

- Il est préoccupant de voir ce qui se passe au Congrès américain, à savoir le risque que celui-ci prenne des mesures protectionnistes cachées, ce qui permet d'anticiper les effets qu'elles pourraient avoir sur le commerce et les investissements dans toute l'Amérique du Nord. Conséquemment, en fonction de son mandat, la CCE pourrait veiller à ce que certaines décisions prises au Canada, au Mexique et aux États-Unis n'aient pas d'incidence négative sur le commerce, les investissements et la création d'emplois dans l'ensemble de l'Amérique du Nord.
- Il faut régler le problème que pose le budget de la CCE, car il n'a pas changé depuis les quinze dernières années. Elle a besoin d'un accroissement de ses ressources financières et humaines pour pouvoir répondre aux attentes.

La présidente invite les membres du CCPM à formuler des observations à la suite des éléments soulevés par l'assistance, ainsi qu'une éventuelle recommandation au Conseil de la CCE au sujet des changements climatiques.

- Les organes de réglementation des trois pays doivent commencer à se pencher sur la conformité. En outre, les régimes de réglementation en vigueur en Amérique du Nord n'ont pas encore commencé à viser la restructuration du secteur des services publics. À cette fin, il serait judicieux de commencer à inviter des représentants de ces organes à participer aux discussions du CCPM.
- Étant donné que l'ALÉNA est entré en vigueur il y a quinze ans, il est nécessaire de reconsidérer la nature des activités de la CCE. Elle doit se pencher sur de nouvelles questions, dont les changements climatiques. Elle pourrait aussi, à titre de seul organisme trinational dans son domaine, mener des travaux exhaustifs sur l'intégration de l'énergie.
- La CCE pourrait établir un programme nord-américain de coopération en matière de changements climatiques qui permettrait notamment de cerner les intérêts communs des trois pays et de déterminer dans quelle mesure ils peuvent se compléter.
- La CCE pourrait établir un programme nord-américain en matière d'adaptation aux changements climatiques compte tenu de ses compétences et du fait que ces questions d'adaptation ont sans aucun doute un caractère transfrontalier.

Exposé sur le bâtiment écologique, par M. José Luis Fernández Zayas

La présidente présente M. Fernández, et celui-ci aborde les mesures incitatives qui permettraient d'intensifier la réduction des émissions dans les bâtiments du Mexique. Il fait également état des possibilités de coopération et de développement des marchés dans ce domaine en Amérique du Nord.

Diaporama sur la CCE

Avant de lever la séance, la présidente invite M. Eduardo Viadas, agent des médias et de la sensibilisation à la CCE, à présenter un diaporama qui décrit les activités de cette dernière.



Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord

**XVI^e session ordinaire du Conseil
et réunions du Comité consultatif public mixte**

Les 22 et 23 juin 2009

**à l'hôtel Grand Hyatt Denver
1750 Welton Street, Denver, CO 80202, États-Unis
Tél. : 303-295-1234; téléc. : 303-603-4094**

Programme provisoire des activités publiques

Le dimanche 21 juin 2009

19 h 00 à 20 h 00 Inscription des participants - *Grand Ballroom Foyer, 2^e étage, Grand Hyatt*

Le lundi 22 juin 2009

7 h 50 à 8 h 50 Inscription des participants - *Grand Ballroom Foyer, 2^e étage, Grand Hyatt*

8 h 50 à 17 h 00 Atelier du CCPM concernant la cohérence des politiques sur les changements climatiques en Amérique du Nord - *Grand Ballroom 2^e étage, Grand Hyatt*

8 h 50 à 8 h 55 **Mot de bienvenue**, par la présidente du Comité consultatif public mixte (CCPM), M^{me} Adriana Nelly Correa.

8 h 55 à 9 h 05 **Exposé sommaire**, par le directeur exécutif de la Commission de coopération environnementale (CCE), M. Adrián Vázquez.

9 h 05 à 9 h 50 **Discours-programme**, par le président et fondateur de l'Institute for Governance and Sustainable Development (IGSD), M. Durwood Zaelke.

9 h 50 à 10 h 05 **Période de questions et réponses.**

10 h 05 à 10 h 25 *La préservation du patrimoine naturel de l'Amérique du Nord dans un monde en rapide évolution*, par le directeur de l'University of California Institute for Mexico and the United States à Riverside, M. Exequiel Ezcurra.

10 h 25 à 10 h 40 **Période de questions et réponses.**

10 h 40 à 10 h 50 **Pause**

10 h 50 à 11 h 10 **Exposé spécialisé** : *Les émissions de gaz à effet de serre en Amérique du Nord et les possibilités de les atténuer*, par M. Gabriel Quadri, directeur de pays pour le Mexique et l'Amérique centrale, EcoSecurities.

11 h 10 à 11 h 30 **Exposé spécialisé** : *Aperçu des politiques sur les changements climatiques en Amérique du Nord*, par M. Thomas Peterson, président-directeur général, Center for Climate Strategies.

11 h 30 à 12 h 25 **Débat de spécialistes** : *Les possibilités et les défis de la coopération nord-américaine à l'égard des politiques sur les changements climatiques*.

Spécialistes participants :

M. David McLaughlin, président-directeur général, Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (TRNEE).

M^{me} Julia Martínez, chef du programme sur les changements climatiques, Instituto Nacional de Ecología (INE).

M. Stacy VanDeveer, professeur agrégé, département de sciences politiques, University of New Hampshire.

12 h 25 à 12 h 50 **Discussion générale**

12 h 50 à 14 h 20 **Déjeuner-réseautage [offert]** - *Pyramid Peak Ballroom, 37^e étage Conference Center*

14 h 20 à 14 h 40 **Compte rendu de réunion** : *Vers un marché nord-américain du carbone*, par M^{me} Isabel Studer Noguez, directrice, Centro de Diálogo y Análisis sobre América del Norte, Instituto Tecnológico y de Estudios Superiores de Monterrey (campus de Mexico).

14 h 40 à 15 h 00 **Exposé spécialisé** : *Les principaux défis que présente l'élaboration de politiques cohérentes sur les changements climatiques en Amérique du Nord*, par M. Jeff Schott, attaché supérieur de recherche, Peterson Institute for International Economics.

15 h 00 à 15 h 15 **Pause**

15 h 15 à 16 h 45 **Table ronde** : *Vers une cohérence des politiques sur les changements climatiques en Amérique du Nord*.

Participants :

M. Michal Moore, attaché supérieur de recherche, Institute for Sustainable Energy, Environment and Economy, Université de Calgary, Alberta.

M. Rodolfo Lacy, coordonnateur de programmes et projets, Centro Mario Molina

M^{me} Alexia Kelly, collaboratrice principale, World Resources Institute (WRI)

M. Andrew Mangan, directeur général, Business Council for Sustainable Development des États-Unis (USBCSD)

M^{me} Carmen Dybwad, vice-présidente, Institut canadien de recherche énergétique (CERI).

M. Exequiel Ezcurra, directeur de l'University of California Institute for Mexico and the United States à Riverside (à confirmer)

16 h 45 à 17 h 15 **Discussion générale**

17 h 15 à 17 h 30 **Récapitulation**

| |
|------------------------------|
| Le mardi 23 juin 2009 |
|------------------------------|

8 h 30 à 9 h 15 **Inscription des participants** - *Grand Ballroom Foyer, 2^e étage, Grand Hyatt*

9 h 15 à 12 h 00 **Session ordinaire du CCPM n° 09-01 (le public peut y assister à titre d'observateur)** - *Grand Ballroom, 2^e étage, Grand Hyatt*

9 h 15 à 9 h 20 Aperçu de l'ordre du jour provisoire, par la présidente du CCPM, M^{me} Adriana Nelly Correa, et adoption de sa version finale.

9 h 20 à 9 h 30 Comptes rendus des représentants des comités consultatifs nationaux et gouvernementaux.

9 h 30 à 9 h 45 Mise à jour concernant les communications de citoyens sur les questions d'applications, par M. Dane Ratliff, directeur de l'Unité des communications sur les questions d'application de la CCE.

9 h 45 à 11 h 00 Discussion, entre les membres du CCPM, sur la formulation d'un avis éventuel au Conseil.

11 h 00 à 12 h 00 Commentaires des observateurs.

12 h 00 à 13 h 30 **Déjeuner [offert]** - *Pyramid Peak Ballroom, 37^e étage, Conference Center*

13 h 30 à 15 h 00 **Session ordinaire du CCPM n° 09-01 (le public peut y assister à titre d'observateur) (suite)**

15 h 00 à 17 h 00 **Séance de réseautage à l'intention du public** - *Grand Ballroom, 2^e étage, Grand Hyatt*

Les membres du public sont invités à se réunir et à échanger leurs vues sur des questions relatives à l'environnement en Amérique du Nord. Les membres du CCPM animeront cette séance. Les participants nommeront un président qui sera chargé d'exposer les conclusions de cette séance au cours de la partie publique de la session ordinaire du Conseil, le 24 juin.

17 h 00 à 19 h 00 Libre

19 h 00 à 20 h 30 Réception de bienvenue et ouverture officielle de la XVI^e session ordinaire du Conseil (activités ouvertes au public) – Pyramid Ballroom, 37^e étage, Conference Center

- Discours d'ouverture par l'administratrice de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) des États-Unis, Mme Lisa P. Jackson
- Observations du sous-secrétaire à la gestion en matière de protection de l'environnement du Mexique, M. Mauricio Limón
- Observations du ministre de l'Environnement du Canada, M. Jim Prentice (à confirmer)
- Observations de la présidente du Comité consultatif public mixte (CCPM), Mme Adriana Nelly Correa
- Observations du directeur exécutif de la Commission de coopération environnementale (CCE), M. Adrián Vázquez



Commission de coopération environnementale de l'Amérique du Nord

**XVI^e session ordinaire du Conseil
et réunions du Comité consultatif public mixte**

Le 24 juin 2009

**à l'hôtel Brown Palace
321 Seventeenth Street, Denver, CO 80202, États-Unis
Tél. : 303-297-3111; téléc. : 303-312-5900**

Programme provisoire des activités publiques

Le mercredi 24 juin 2009

- 8 h 30 à 9 h 15** **Inscription des participants** – *Ballroom A, Brown Palace Hotel*
- 9 h 15 à 10 h 45** **Session ordinaire du Conseil (ouverte au public)** – *Foyer Ballroom A, Brown Palace Hotel*
- 9 h 15 à 9 h 20 Adoption de l'ordre du jour par le Conseil
- 9 h 20 à 9 h 40 Compte rendu des réalisations de la CCE dans le cadre du Plan stratégique pour 2005 à 2010, par son directeur exécutif, M. Adrián Vázquez.
- 9 h 40 à 10 h 45 Comptes rendus des représentants des groupes de travail constitués par le Conseil.
- 10 h 45 à 11 h 00** **Pause**
- 11 h 00 à 13 h 05** **Session ordinaire du CCPM n° 09-01 (le public peut y assister à titre d'observateur) (suite)**
- 11 h 00 à 12 h 00 *L'Atlas environnemental nord-américain de la CCE*, par M. Francisco Javier Jiménez Nava, directeur, Información de Recursos Naturales y Medio Ambiente à l'Instituto Nacional de Estadística y Geografía.
- 12 h 00 à 13 h 05 *Le rapport de la CCE À l'heure des comptes 2005*, par M. Orlando Cabrera, gestionnaire de programme, RRTP et qualité de l'air, CCE.
- 13 h 05 à 15 h 05** **Déjeuner [offert]** - *Brown Palace Club*
- 15 h 05 à 16 h 35** **Partie publique de la session ordinaire du Conseil** - *Ballroom A, hôtel Brown Palace*
- Description du déroulement de la séance par la présidente du CCPM, M^{me} Adriana Nelly Correa.

- Compte rendu des conclusions de l'atelier du CCPM et de la séance de réseautage.
- Exposés par des orateurs choisis à l'avance.
- Observations des membres du Conseil.

16 h 35

Clôture de la session

Sixteenth Regular Session of the CEC Council, 22-24 June 2009 – Denver
XVIe Session ordinaire du Conseil de la CCE, 22-24 juin 2009 – Denver
Decimosexta Sesión Ordinaria del Consejo de la CCA, 22-24 de junio de 2009 – Denver

Participants List – Liste des participants – Lista de participantes

1. Adkins, Jocelyn

U.S. EPA- Office of General Counsel
1200 Pennsylvania Ave. NW MC 2313A
Washington, D.C. 20460
United States
Phone: 202 564 5424
adkins.jocelyn@epa.gov

2..Aduna Barba, María de Lourdes

Presidencia Comisión Nacional de Ecología
COPARMEX
Cordoba No. 10 Col. Roma
México, D.F. 03700
México
Phone: 555 511 5263
Fax: 555 511 9218
laduna@canajad.org.mx

3. Alanís-Ortega, Gustavo

JPAC Member
Centro Mexicano de Derecho Ambiental
Atlixco No. 138 Colonia Condesa
México, D.F. 06140
México
Phone: 555 286 3323 ex.13
galanis@cemda.org.mx

4. Albovias, Anna S.

Manager, Latin - South America Division
Environment Canada
200 Sacre-Cœur Blvd. 15th Floor
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Phone: 819 994 4747
Fax: 819 997 0199
anna.albovias@ec.gc.ca

5. Amezcua Orellana, Cintia

Subdirectora de Cooperación Económica
Internacional 'UCAI
SEMARNAT
Blvd. Adolfo Ruiz Cortines 4209 Col. Jardines
de la Montaña
México, D.F. 14210
México
Phone: 555 628 3908
Fax: 555 628 0694
cintia.amezcua@semarnat.gob.mx

6. Anghel, Cezar

Network Administrator
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4345
acezar@cec.org

7. Arnal Palomera, Eduardo

Cónsul General de México en Denver
Consulado General de México en Denver
5350 Leetsdale Drive, Suite 100
Denver, CO 80246
United States
Phone: 303 331 1110 x 102

8. Basurto, Daniel

Socio
Iniciativa para el Desarrollo Ambiental y
Sustentable, S.C.
Andrés Bello No. 45 piso 15 Col. Polanco
Chapultepec
México, D.F. 11560
México
Phone: 555 598 4800
Fax: 555 598 4800
dbasurto@iniciativasustentable.com.mx

9. Beaver, Makayla

User Experience Designer
5 Ivy Lane
Denver, CO 80220
United States
Phone:
mekayla.beaver@gmail.com

10. Benarrous, Laurent

JPAC Member
Jones Lang LaSalle
1 Place Ville Marie Bureau 2121
Montreal, Quebec H3B 2C6
Canada
Phone: 514 667 5659
Fax: 514 849 6919
Laurent.Benarrous@am.jll.com

11. Brevé, Daniel

Public Participation Coordinator
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4345
dbreve@cec.org

12. Bromm, Susan

U.S. EPA - Office of Enforcement and
Compliance Assistance
1200 Pennsylvania Ave. NW MC 2650 R
Washington, D.C. 20460
United States
Phone: 202 564 5400
Fax: 202 564 0700
bromm.susan@epa.gov

13. Brown, James

Director - Climate Change
Petro-Canada
P.O. Box 2844 - 150 6th Ave. SW
Calgary, Alberta T2P 3E3
Canada
Phone: 403 296 7733
jambrown@petro-canada.ca

14. Cabrera, Orlando

Program Manager, Air and PRTR
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
ocabrera@cec.org

15. Cameron, Diane

Deputy Director - Sustainable Development
Division
Foreign Affairs and International Trade Canada
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario K1A 0G2
Canada
Phone: 613 944 0991
Fax: 613 944 0432
diane.cameron@international.gc.ca

16. Canestraro, Donna

Program Manager
Center for Technology in Government
187 Wolfe Road, Suite 301
Albany, NY 12205
United States
Phone: 518 442 5619
Fax: 518 442 3886
canestrato@ctg.albany.edu

17. Carrillo, Oscar

NAC / GAC Designated Federal Officer
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW MC-1601-E
Washington, D.C. 20460
United States
Phone: 202 233 0072
Fax: 202 233 0060
carrillo.oscar@epa.gov

18. Carroll, Nathaniel

Project Coordinator
Ecosystem Market Place
1050 Potomac Street NW
Washington, D.C. 20007
United States
Phone: 202 500 3132
ncarroll@ecosystemmarketplace.com

19. Castellanos, Gilbert

U.S. EPA- Office of International Affairs
1200 Pennsylvania Ave. NW MC 2660R
Washington, D.C. 20460
United States
Phone: 202 564 3906
Fax: 202 565 2409
castellanos.gilbert@epa.gov

20. Cerda Baez, Magdalena

Organizadora Comunitaria
Environmental Health Coalition
401 Mile of Cars Way, Suite 310
National City, CA 91950
United States
Phone: 619 474 0220
Fax: 619 474 1210
magdalenac@environmentalhealth.org

21. Chapman, Karen

Great Lakes Regional Director
Environmental Defense Fund
223 North Union St.
Delaware, OH 43015
United States
Phone: 740 369 1241
kchapman@edf.org

22. Chaume, Marie-Eve

Étudiante finissante à la maîtrise en
environnement
UQAM
1897 Laurier est
Montreal, Quebec H2H 1B5
Canada
Phone: 514 524 2505
evachaume@hotmail.com

23. Contreras Contreras, Oscar Alfonso

Presidente
FUNACOMM A.C.
Fernando Quiroz #229 Col. Morelos
Toluca, Edo. De México 50200
México
Phone: 722 215 6087
Fax: 722 215 6087
funacomm@hotmail.com
oscaracoca@hotmail.com

24. Contreras Vigil, Ana María

Directora General de Gestión de la Calidad del
Aire y Registro de Emisiones y Transferencias
de Contaminantes
SEMARNAT
Av. Revolución No. 1425, Col. Tlacopac
México, D.F. 01040
México
Phone: 555 624 3500
Fax: 555 624 3906
ana.contreras@semarnat.gob.mx

25. Coronado, Irasema

Associate Professor
University of Texas at El Paso
500 W. University Blvd.
El Paso, TX 79968
United States
Phone: 915 747 5725
Fax: 915 747 7522
icoronado@utep.edu

26. Correa, Sylvia

Senior Advisor for North America
U.S. EPA- Office of International Affairs
1200 Pennsylvania Ave. NW MC 2660R
Washington, D.C. 20460
United States
Phone: 202 564 6443
Fax: 202 565 2409
correa.sylvia@epa.gov

27. Correa Sandoval, Adriana Nelly

JPAC Member
Centro de Calidad Ambiental - ITESM Campus
Monterrey
Bureau 2121
Monterrey, Nuevo León 64849
México
Phone: 52 818 328 4032
Fax: 52 818 359 6280
ancs@itesm.mx

28. Cossette, Yves

266 Georges-Cloutier
Quebec, Quebec G2A 2J6
Canada
Phone: 418 845 4564
ressources-actions@videotron.ca

29. Costain, Kimble E.

Policy Analyst, Latin - South America Division
Environment Canada
200 Sacre-Cœur Blvd. 15th Floor
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Phone: 819 953 9774
Fax: 819 997 0199
kimble.costain@ec.gc.ca

30. Cournoyer-Proulx, Geneviève

Project Coordinator, Environment and Trade
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
gcproulx@cec.org

31. Cryan, Megan

Advance Specialist
U.S. EPA – Office of the Administrator
1200 Pennsylvania Ave. NW MC 1101A
Washington, D.C. 20460
United States
Phone: 202 564 1553
cryan.megan@epa.gov

32. Damo, Eno

Trade Policy Officer
Government of Alberta
12th Floor, Commerce Place
10155 - 102 Street NW
Edmonton, Alberta T5J 4G8
Canada
Phone: 780 422 128
Fax: 780 427 0699
eno.damo@gov.ab.ca

33. Daoust, Nathalie

Council Secretary
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
ndaoust@cec.org

34. DeLeon, Rafael

Director
U.S. EPA- Office of Cooperative Environmental
Management
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20460
United States
Phone: 202 564 4899
Fax: 202 564 8129
deleon.rafael@epa.gov

35. Delgadillo, Eduardo

Administrator
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
asilvaroli@cec.org

36. Desai, Dinkerrai

JPAC Member
U. S. Army Material Command
Directorate of Public Works, Bldg 173
Fort Monmouth, New Jersey 07703
United States
Phone: 732 532 1475
Fax: 732 532 6263
dinkerrai.desai@mail1.monmouth.army.mil

37. Desmarais, Véronique

Chargée de projets Action-Climat
Fonds d'action québécois
en développement durable
840, rue Raoul-Jobin, bur. 200
Quebec, Quebec G1N 1S7
Canada
Phone: 418 692 5888
Fax: 418 692 1148
v.desmarais@faqdd.qc.ca

38. Dimento, Joseph

Professor
UCI
Law School
Irvine, CA 92697
United States
Phone: 949 824 3409
Fax: 949 824 2808
jfdiment@uci.edu

39. Duchaine, Thomas

Chargée de projets en changement climatiques
Équiterre
Canada
Phone:
tduchaine@equiterre.org

40. Dufour, David

Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
ddufour@cec.org

41. Dumais, Frédéric

Senior Analyst
Board of trade of Metropolitan Montreal
380 St-Antoine
Montreal, Quebec H2Y 3X7
Canada
Phone: 514 871 4000 x 4057
fdumais@cmm.qc.ca

42. Dybwad, Carmen

Vice President
Canadian Energy Research Institute - CERI
3512 - 33 Street NW # 150
Calgary, Alberta T2L 2A6
Canada
Phone: 403 220 2388
Fax: 403 289 2344
cdybwad@ceri.ca

43. Elias, Arne

Executive Director
The Centre for Sustainable Transportation
103-520 Portage Avenue
Winnipeg, Manitoba R3C 0G2
Canada
a.elias@uwinnipeg.ca

44. Elvira Quesada, Juan Rafael

Secretario del Medio Ambiente y Recursos
Naturales
SEMARNAT
Blvd. Adolfo Ruiz Cortines 4209 Col. Jardines
de la Montaña
México, D.F. 14210
México
Phone: 555 628 0602
Fax: 555 628 0694
secretario@semarnat.gob.mx

45. Emerson, David

JPAC Member
Farris, Vaughan, Wills & Murphy LLP
25th Floor, 700 West georgia Street, Vancouver
British Columbia
Canada
Phone: 604 684 9151
Fax: 604 661 9349
demerson@farris.com rornelas@farris.com

46. English, Elizabeth Ann

Foreign Affairs Specialist – Fisheries
U.S. Department of Commerce
National Oceanic and Atmospheric
Administration
Silver Spring, MD
United States
Phone: 301 713 2276
Liz.English@noaa.gov

47. Enkerlin Hoeflich, Ernesto

Comisionado de la Comisión Nacional de Areas
Naturales Protegidas
SEMARNAT
Camino al Ajusco No. 200 Col. Jardines en la
Montaña
México, D.F. 14210
México
Phone: 555 449 7001
Fax: 555 449 7025
enkerlin@conanp.gob.mx

48. Estelle, Renee

Student
University of Denver
3985 104th Dr.
Westminster, CO 80031
United States
Phone: 303 465 0394
restelle@du.edu

49. Etcheverry, José

Assistant Professor
York University
Faculty of Environmental Studies
Toronto, Ontario M3J 1P3
Canada
Phone: 416 736 5252
rejose@yorku.ca

50. Ezcurra, Ezequiel

Director
UC MEXUS
3324 Olmsted Hall
Riverside, CA 92521
United States
Phone: 951 827 7340
ezequiel@ucr.edu

51. Fernández, José Carlos
Senior Program Manager, Environment and Trade
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
jcfernandez@cec.org

52. Fernández Bermauntz, Adrián
Presidente
Instituto Nacional de Ecología
Calle Periférico 5000. Col. Insurgentes Cuicuilco
México, D.F. 04530
México
Phone: 555 424 6418
presiden@ine.gob.mx

53. Fernández Zayas, José Luis
Universidad Autónoma de México
México, D.F.
México

54. Ferrante, Simonetta
Program Assistant
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
sferrante@cec.org

55. Flores, Luis
Program Manager International Conservation Program
National Park Service
12795 W. Alameda Parkway, Suite 370
Denver, CO 80228
United States
Phone: 303 987 6690
Fax: 303 987 6675
luis_flores@nps.gov

56. Flores Ramírez, Alfonso
Director General de Gestión Intefral de Materiales y Actividades Riesgosas
SEMARNAT
Av. Revolución No. 1425
Col. Tlacopac Nivel 27
México, D.F. 01040
México
Phone: 555 624 3377
Fax: 555 624 3589
alfonso.flores@semarnat.gob.mx

57. Florescu, Elizabeth
Director of Research
Millennium Project
13911 Deer Run Blvd. SE
Calgary, Alberta T2J 6L3
Canada
Phone: 202 686 5179
elizabeth@millennium-project.org

58. Galvis, Mónica
Logistics Assistant Coordinator
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
mgalvis@cec.org

59. García Chagoyan, Hector
Mexico Liaison Office Representative
Commission for Environmental Cooperation
Progreso No. 3 Viveros de Coyoacán
México, Distrito Federal 04110
México
Phone: 52 555 659 5021
Fax: 52 555 659 5023
hgchagoyan@cec.org

60. Gardner, Jane
JPAC Member
Remediation Programs - Corporate
Environmental Programs - General Electric Company
3135 Easton Turnpike
Fairfield, Connecticut 06431
United States
Phone: 203 373 2932
Fax: 203 373 2683
Jane.gardner@corporate.ge.com

61. Garver, Geoffrey

Environment consultant
20 rue des Sœurs Grises #106
Montréal, Québec H3C 5M1
Canada
Phone: 514 582 0929
gginmont@sympatico.ca

62. Gomez, Laura

U.S. EPA - Office of International Affairs
1300 Pennsylvania Ave. NW, MC 2660R
Washington, D.C. 20004
United States
Phone: 202 564 6474
Fax: 202 564 5736
gomez.laura@epa.gov

63. González Mayagoitia, Jorge

Cónsul para Asuntos Políticos de México en
Denver
Consulado General de México en Denver
5350 Leetsdale Drive, Suite 100
Denver, CO 80246
United States
Phone: 303 311 1110 x 102

64. Gutiérrez Lacayo, Martín

JPAC Member
Pronatura México, A. C.
Aspérgulas 22 (antes Pino)
Col. San Clemente
México, D.F. 01740
México
Phone: 555 635 5054
martingutierrez@pronatura.org.mx

65. Guzmán Luna, Sandra Leticia

Lic. Relaciones Internacionales
CEMDA
Atlixco 138 Col. Condesa
México, D.F. 06140
México
Phone: 555 286 3323
Fax: 555 211 2593
sandrag@cemda.org.mx

66. Hammond, Thomas

Program Manager, Biodiversity
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
thammond@cec.org

67. Hearn, Tim

JPAC Member
Hearn & Associates
#3840, 855 - 2nd St. SW
Bankers Hall East
Calgary,, Alberta T2P 4J8
Canada
Phone: 403 508 1940
t.hearn@telus.net

68. Hellem, Steven

Executive Director
Suppliers Partnership for the Environment
1155 15th St. NW
Washington, D.C. 20005
United States
Phone: 202 530 0096
Fax: 202 530 0659
shellem@navista.net

69. Henkel Reyes, Ricardo

Presidente de la Comisión de Medio Ambiente
Consejo Coordinador Empresarial Mexiquense,
A.C.
Manuel Herrera No. 140 Col. Morelos
Toluca, Edo.de México 50199
México
Phone: 722 384 2582
Fax: 722 319 9802
ricardohenkel@gmail.com

70. Heredia, Marco Antonio

Program Manager, Environmental Law
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
maheredia@cec.org

71. Herrmann, Hans

Senior Program Manager, Conservation and Biodiversity Program
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
hherrmann@cec.org

72. Jackson, Lisa

Administrator
U.S. EPA
1200 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20460
United States
Phone: 202 564 4700
Fax: 202 501 1338

73. Jarman, Holly

Assistant Professor
Suny Albany
135 Western Ave.
Albany, NY 12222
United States
Phone: 734 660 8054
hjarman@albany.edu

74. Jiménez Nava, Francisco

Instituto Nacional de Estadística Geografía e Información
Héroe de Nacozari 2301. Puerta 9 Nivel 2
Aguascalientes, 20290 Aguascalientes
México
Phone: 449 910 5365
Fax: 449 442 4729
francisco.jimenez@inegi.org.mx

75. Johnson, Stéphanie

Director, Latin - South America Division
Environment Canada
200 Sacre-Cœur Blvd. 15th Floor
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Phone: 819 934 5189
Fax: 819 997 0199
stephanie.johnson@ec.gc.ca

76. Kammen, Daniel

Co-Director Berkeley Institute of the Environment
University of California, Berkeley
310 Barrows Hall #3050
Berkeley, CA 94720-3050
United States
Phone: 510 642 1640
Fax: 510 642 1085
kammen@berkeley.edu

77. Kelly, Alexia

Senior Associate
World Resources Institute
10 G St. NE
Washington, D.C. 20002
United States
Phone: 202 729 7888
Fax: 202 729 7651
akelly@wri.org

78. Kelly, Stephen

Chief of Staff
Environment Canada
10 Wellington, 28th Floor
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Phone: 819 997 1441
Fax: 819 953 0279
stephen.kelly@ec.gc.ca

79. Kibel, Paul

Professor & Environmental Law Program Co-Director
Golden Gate University School of Law
536 Mission Street
San Francisco, CA 94105-2968
United States
Phone: 415 442 6685
pkibel@ggu.edu

80. Lacy, Rodolfo

JPAC Member
Centro "Mario Molina"
Paseo de los Laureles 458, despacho 406 Col.
Bosques de las Montañas
México, D.F. 05120
México
Phone: 559 177 1670
Fax: 559 177 1670 x 114
rlacy@centromariomolina.org

81. Lapierre, Louise

Conseillère
Ministère du Développement durable, de
l'Environnement et des Parcs - Québec
675Boul. René-Levesque E. 6e étage
Quebec, Quebec G1Y1N7
Canada
Phone: 418 521 38258
Fax: 418 643 4747
louise.lapierre@mddep.gouv.qc.ca

82. Lendo Fuentes, Enrique

Titular de la UCAI
SEMARNAT
Blvd. Adolfo Ruiz Cortines 4209 Col. Jardines
de la Montaña
México, D.F. 14210
México
Phone: 555 628 3905
Fax: 555 628 0694
elendo@semarnat.gob.mx

83. Lent, Rebecca

Director, Office of International Affairs –
Fisheries
U.S. Department of Commerce
National Oceanic and Atmospheric
Administration
Silver Spring, MD
United States
Phone: 301 713 2276
rebecca.lent@noaa.gov

84. Lentz Herrera, Alvaro Eduardo

Secretario de Vocalias
Asociación Nacional de Energia Solar
Antonio Gutierrez 59 Col. Iztapalapa
México, D.F. 09270
México
Phone: 555 488 6661 x 15504
solar_lentz@yahoo.com.mx

85. León Santos, Jesús

Coordinador de Programas
Centro de Desarrollo Integral Campesino de la
Mixteca A.C.
Conocido en el Arenal s/n Barrio de la Labor
Nochixtlan, Oaxaca 69600
México
Phone: 951 526 2091
jls_jesus@yahoo.com

86. Limón Aguirre, Mauricio

Subsecretario de Gestión para la Protección
Ambiental
SEMARNAT
Blvd. Adolfo Ruiz Cortines 4209 Col. Jardines
de la Montaña
México, D.F. 14210
México
Phone: 555 624 3544
Fax: 555 628 0694
mauricio.limon@semarnat.gob.mx

87. Lloyd, Evan

Director of Programs
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
elloyd@cec.org

88. Loya Ruisanchez, Berenice

Asistente Ejecutiva
Iniciativa GEMI, A.C.
Tuxpan No. 39-503 Col. Roma Sur
México, D.F. 06760
México
Phone: 555 574 6500
Fax: 555 574 5977
ingemiac@prodigy.net.mx

89. Mangan, Andrew

Executive Director
United States Business Council for Sustainable
development
4425 S. Mopac, Bldg. II Suite 202
Austin, TX 78735
United States
Phone: 512 328 8795
Fax: 512 892 6443
mangan@usbcsd.org

90. Marion, Marcelle

Legal Scrub
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
mmarion@cec.org

91. Marquez, Rafael

JPAC Member
Texas Commission on Environmental Quality
2906 Victoria Cove
Round Rock, Texas 78664
United States
Phone: 512 239 5515
rmarquezesp@aol.com

92. Martínez Fernández, Julia

Directora-Cambio Climático
Instituto Nacional de Ecología (INE)
Periférico Sur 5000, Piso 4
México, D.F. 04530
México
Phone: 555 490 0900 x 13178
jmartine@ine.gob.mx

93. Martínez Melendez, Luz Aida

PhD Student
Universidad de Vermont
617 Main St.
Burlington, Vermont 05405
United States
Phone: 802 656 2900
lmartine@uvm.edu

94. McDonald, Patricia

JPAC Member
847 E. Wild Rye Drive
Jackson, Wyoming 83014
United States
Phone: 307 734 2758
Fax: 307 734 2758
pattyamcdonald@earthlink.net

95. McGovern, David

Assistant Deputy Minister
Environment Canada
200 Sacre-Cœur Blvd. 15th Floor
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Phone: 819 934 6020
Fax: 819 953 9412
david.mcgovern@ec.gc.ca

96. McLaughlin, David

President and CEO
National Round Table on the Environment and
the Economy
344 Slater St. Suite 200
Ottawa, Ontario K1R 7Y3
Canada
Phone: 613 943 0399
Fax: 613 944 9295
mclaughlind@nrtee-trnee.ca

97. Menzies, Xenia Maren

Intern
#3 - 300 Besserer
Ottawa, Ontario K1N 6B3
Canada
Phone: 613 204 6891
xenia.menzies@gmail.com

98. Meyer, Mark

Vice President
Metalfit Inc.
5583 Snowflake Way
Parker, CO 80134
United States
Phone: 303 840 2183
metalfit1@aol.com

99. Moore, Michal

ISEEE Professor of Energy Economics and
Senior Fellow
ISEEE - university of Calgary
University of Calgary . ES 602, 2500 university
Drive NW
Calgary, Alberta T2N 1N4
Canada
Phone: 403 220 4386
Fax: 403 210 3894
mcmoore@ucalgary.ca mcm22@mcn.org

100. Morin, Jocelyne

JPAC Assistant
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
jmorin@cec.org

101. Mumme, Stephen

Professor
Colorado State University
2436 Hollingbourne Drive
Fort Collins, CO 80526
United States
Phone: 970 491 7428
Fax: 970 491 2490
smumme@colostate.edu

102. Muñoz Villareal, Carlos

Director General Adjunto de Cooperación
Internacional 'UCAI
SEMARNAT
Blvd. Adolfo Ruiz Cortines 4209 Col. Jardines
de la Montaña
México, D.F. 14210
México
Phone: 555 628 3908
Fax: 555 628 0694
carlos.munozv@semarnat.gob.mx

103. Nathan, Vincent

Assoc. Professor
Texas A&M Health Science Center
103 SRPH Adm. Bldg.
College Station, TX 77843-1266
United States
Phone: 979 862 4622
Fax: 979 845 0885
vnathan@srph.tamhsc.edu

104. Navarro, Ernesto

Consultant, Mexico liaison
Commission for Environmental Cooperation
Progreso No. 3 Viveros de Coyoacán
México, Distrito Federal 04110
México
Phone: 52 555 659 5021
Fax: 52 555 659 5023
enavarro@cec.org

105. Nickner, Nadine

Economist
Environment Canada
200 Sacre-Cœur Blvd. 15th Floor
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Phone: 819 953 1518
Fax: 819 997 0199
nadine.nickner@ec.gc.ca

106. Orozco, Marcela

JPAC Liaison Officer
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
morozco@cec.org

107. Ortega, Luis Enrique

Gerente Ambiental
MET-MEX Peñoles, S.A. de C.V.
Av. Manuel Gómez Morin 444 Torreón
Residencial
Torreón, Coahuila 27268
México
Phone: 871 729 5500
Fax: 871 729 5532
enrique-ortega@penoles.com.mx

108. Padulo, Joanne

Publishing Assistant
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
jpadulo@cec.org

109. Pantin, Luke

Senior Manager Section Head -
Intergovernmental Relations
Alberta Environment
Petroleum Plaza ST
9915 - 108 Street
Edmonton, Alberta T5K 2G8
Canada
Phone: 780 427 2010
luke.pantin@gov.ab.ca

110. Patrón Laviada, Patricio
Procurador Federal del Medio Ambiente
PROFEPA
Ctra. Picacho-Ajusco 200
Col. Jardines en la Montaña
México, D.F. 14210
México
Phone: 555 615 2095
Fax: 555 449 6300 x 16349
ppatron@profepa.gob.mx

111. Paul, Nicholas
Policy Analyst
Maliseet Nation Conservation Council
150 Cliffe St.
Fredericton, New Brunswick E3A 0A1
Canada
Phone: 506 472 8803
Fax: 506 472 8543
nickpaul66@gmail.com

112. Perez, Carlos
EHS Consultant
Reditus, LLC
1555 Lyell Ave. Suite 124
Rochester, NY 14606
United States
Phone: 585 738 3281
cperez@yoursafetyteam.com

113. Peterson, Thomas
President and CEO
Center for Climate Strategies
1899 L. Street N.W. Suite 900
Washington, D.C. 20036
United States
Phone: 202 540 9121
Fax: 202 540 9122
tdp1@mac.com

114. Plain, Ronald
Aboriginal Program Manager
Environmental Defence
256 Essex St.
Sarnia, Ontario N7T 4S2
Canada
Phone: 416 271 6269
Fax: 416 323 9301
rplain@environmentaldefence.ca

115. Posadas, Alejandro
Representante para América del Norte - UCAI
SEMARNAT
Embassy of Mexico
1911 Pennsylvania Ave. NW
Washington, D.C. 20006
United States
Phone: 202 728 1777
Fax: 202 728 1781
alejandro.posadas@semarnat.gob.mx

116. Powell, Keith
Manager information services
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
kpowell@cec.org

117. Prentice, Jim
Minister of Environment Canada
Government of Canada
Confederation Building, room 401
Ottawa, Ontario K1A 0H6
Canada
Phone: 613 992 4275
sonja.blondeau@ec.gc.ca

118. Ramírez, Oscar
Director de Especies Prioritarias para la
Conservación
CONANP
Ctra. Picacho-Ajusco 200, Col. Jardines en la
Montaña
México, D.F. 14210
México
Phone: 555 449 6300
Fax: 555 449 6300 x 16349
oramirez@conanp.gob.mx

119. Randall, Stephen

Legal Officer
Foreign Affairs and International Trade Canada
125 Sussex Drive
Ottawa, Ontario K1A 0G2
Canada
Phone: 613 992 6479
Fax: 613 992 6483
stephen.randall@international.gc.ca

120. Ratliff, Dane

Director SEM Unit
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
dratliff@cec.org

121. Reyes Sánchez, Ariadna Itzel

Estudiante e investigadora
Instituto Politécnico Nacional
Calle 40 A Número 48, Col. Santa Rosa
México, D.F. 07620
México
Phone: 555 388 6555
ariadna.irs@gmail.com

122. Reyna Caamaño, Ruth Elizabeth

Professor
ITESM
Ave. Eugenio Garza Sada 2501 Sur
Monterrey, Nuevo León 64849
México
ruth.reyna@itesm.mx

123. Richardson, Karen

Program Manager, Environmental Information
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
krichardson@cec.org

124. Riordon, Sheila

Director General - Environment, Energy and
Sustainable Development Bureau
Foreign Affairs and International Trade Canada
111 Sussex Drive, Rideau Pavillon Room R2-
203
Ottawa, Ontario K1N 1J1
Canada
Phone: 613 944 0886
Fax: 613 944 0432
sheila.riordon@international.gc.ca

125. Rodgers, Bill

Director of Communications
Government of Canada
10 Wellington
Ottawa, Ontario K1A 0H3
Canada
Phone: 819 997 1441
veronica.petro@ec.gc.ca

126. Rodríguez Mora, María Elizabeth

Journalist
NOTIMEX
Morena 110 Col. Del Valle
México, D.F. 03100
México
Phone: 555 4010 7496
elirodriguez63@hotmail.com

127. Rubenstein, Carlos

Deputy Executive Director
Texas Commission on Environmental Quality
14425 Mowsbury
Austin, TX 78717
United States
Phone: 512 239 3900
Fax: 512 239 3939
crubinst@tceq.state.tx.us

128. Sandoval, Carlos

JPAC Member
Consejo Nacional de Industriales Ecologistas
Gabriel Mancera No. 1141, Col. del Valle
México, D.F. 03100
México
Phone: 52 555 559 3611
Fax: 52 555 575 2337
ecologia@conieco.com.mx

129. Sanger, Heather

Latin and South America Division
Environment Canada
200 Sacre-Cœur Blvd. 15th Floor
Gatineau, Quebec K1A 0H3
Canada
Phone: 819 934 6895
Fax: 819 997 0199
heather.sanger@ec.gc.ca

130. Schmidt, Karen

Conservation and Biodiversity Program
Assistant
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
kschmidt@cec.org

131. Schott, Jeffrey

Senior Fellow
Peterson Institute for International Economics
1750 Massachusetts Avenue, NW
Washington, D.C. 20036-1903
United States
Phone: 202 328 9000
Jeff.Schott@PETERSONINSTITUTE.ORG

132. Servin Castillo, Raymundo

Investigador
Venustiano Carranza No. 237 Col. Morelos
Reynosa, Tamaulipas 88620
México
Phone: 044 899 233 6902
calendarioaztecasol@gmail.com

133. Shigetomi, Kent

Director for Mexico, NAFTA and the Caribbean
Office of the Americas
Office of the U.S. Trade Representative
600 17th St. NW
Washington, D.C. 20508
United States
Phone: 202 395 3412
Fax: 202 395 9675
kshigetomi@ustr.eop.gov

134. Smith, Russell

Director for International Environmental Policy
and Multilateral Environmental Agreements
Office of the U.S. Trade Representative
600 17th St. NW
Washington, D.C. 20508
United States
Phone: 202 395 9450
Fax: 202 395 9865
russell_smith@ustr.eop.gov

135. Sosa, Javier

Director General de Vida Silvestre
PROFEPA
Ctra. Picacho-Ajusco 200, Col. Jardines en la
Montaña
México, D.F. 14210
México
Phone: 555 449 6300
Fax: 555 449 6300 x 16349
jsosa@profepa.gob.mx

136. Sotelo, Olga

Logistics Coordinator
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4345
osotelo@cec.org

137. Southern, Nancy

JPAC Member
ATCO
16th Floor
909, 11th Avenue SW
Calgary, Alberta T2R 1N6
Canada
Phone: 403 292 7434
nancy.southern@atco.com

138. Stahl, Michael

Director, Office of Regional & Bilateral Affairs
U.S. EPA - Office of International Affairs
1200 Pennsylvania Ave. NW, MC 2650R
Washington, D.C. 20460
United States
Phone: 202 564 2427
Fax: 202 565 6550
stahl.michael@epa.gov

139. Stewart, Sarah

Special Counsel, International Trade Policy
Humane Society International
2100 L St. NW
Washington, D.C. 20037
United States
Phone: 202 293 5111
Fax: 202 293 5109
sstewart@hsi.org

140. Stoub, Jeffrey

Publications Manager
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
jstoub@cec.org

141. Studer, Ma. Isabel

Directora
Centro de Diálogo y
Análisis sobre América del Norte - ITESM
Calle del Puente 222
México, D.F. 14080
México
Phone: 555 483 1875
Fax: 555 483 1527
isabel.studer@itesm.mx

142. Talberth, John

President of Senior Economy
Center for Sustainable Economy
1704 B Llano St. Suite 194
Santa Fe, NM 87505
United States
Phone: 510 384 5724
jtalberth@sustainable-economy.org

143. Teitelbaum, Benjamin

Regional Development & Special Projects
Coordinator
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
bteitelbaum@cec.org

144. Trip, Luke

Program Manager, Sound Management of
Chemicals
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
ltrip@cec.org

145. Turcotte, Denis

Délégué du Québec à Los Angeles
Délégation du Québec à Los Angeles
10940 Wilshire Boulevard, Suite 720
Los Angeles, CA
Canada
Phone: 310 824 4173
Fax: 310 824 7759
denis.turcotte@mri.gouv.qc.ca

146. VanDeveer, Stacy

MA Program Director
Department of Political Science
321 Horton Social Science Center
Durham, NH 03824
United States
Phone: 603 862 0167
Fax: 603 862 0178
stacy.vandever@unh.edu

147. Vázquez, Adrián

Executive Director
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
avazquez@cec.org

148. Vázquez, Mario

Director of Planning and Tech. Assistance
Border Environment Cooperation Commission
Blvd. Tomás Fernández 8069, Fracc. Los
Parques
Ciudad Juárez, Chihuahua 32470
México
Phone: 656 688 4600
Fax: 656 625 6180
mvazquez@cocef.org

149. Viadas, Eduardo
Media liaison
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4331
Fax: 514 350 4314
eviadas@cec.org

150. Vulpescu, Mihaela
Coordinator, Documentation Unit
Commission for Environmental Cooperation
393, rue St-Jacques Ouest suite 200
Montreal, Quebec H2Y 1N9
Canada
Phone: 514 350 4300
Fax: 514 350 4314
mvulpescu@cec.org

151. Wennberg, Jeffrey
Chair
U.S. GAC
15 Grandview Terrace
Rutland, VT 05701
United States
Phone: 802 773 7297
wennberg.ccs@gmail.com

152. Wesson, Dolores
Chair
U.S. NAC
7211 Fay Ave.
La Jolla, CA 92037
United States
Phone: 858 729 4984
mdwesson@gmail.com

153. Wiener, Steven
U.S. EPA - Office of International Affairs
1200 Pennsylvania Ave. NW, MC 2650R
Washington, D.C. 20460
United States
Phone: 202 564 3993
Fax: 202 565 2412
weiner.steven@epa.gov

154. Wright, Glen
JPAC Member
PrinterOn Corporation
221 McIntyre Drive
Kitchener., Ontario N2R 1G1
Canada
Phone: 519 504 5363
gwright@gpark.ca

155. Zaelke, Durwood
President
Institute for Governance & Sustainable
Development
2300 Wisconsin Ave. NW, Suite 300B
Washington, D.C. 20007
United States
Phone: 202 338 1300
Fax: 202 338 1810
zaelke@igsd.org vmillon@igsd.org